



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

Travailler plus pour travailler à l'œil

Dans le cadre de l'examen du projet de loi financement de la Sécurité Sociale, le Sénat vient d'instaurer une contribution annuelle de 7 heures de travail **sans rémunération** soi-disant destinée à combler le déficit de la Sécu. La mesure a été immédiatement saluée par les ministres de l'économie et du budget.

C'est une décision purement idéologique. Il y a longtemps que la bourgeoisie et ses relais politiques de droite et d'extrême droite veulent détricoter les 35 heures. Le vote des sénateurs est un premier coup tordu qui en annonce d'autres : lors des débats, un sénateur du Finistère est allé jusqu'à proposer d'augmenter la durée légale du travail de 18 heures. C'est la notion même de durée légale du travail que les idéologues libéraux les plus fanatiques voudraient abolir.

Ce vote du Sénat intervient dans un moment où les médias aux ordres reprennent à loisir la vieille rengaine sur « la France qui ne travaille pas assez ». Ils « oublient » de dire qu'en France, le **temps de travail effectif** des salarié-es est supérieur à celui de la plupart des pays européens plus riches ; que le taux d'emploi des jeunes et des seniors y est plus faible et que temps partiel subi y est plus important. Ils « oublient » surtout que la France est la championne d'Europe des dividendes versés aux actionnaires : 63,2 milliards d'€ en 2023, loin devant l'Allemagne et l'Espagne.

Même si l'instauration de ce travail gratuit ne va pas au bout du parcours législatif, la menace de régression sociale demeure. Nous devons tout faire pour l'enrayer

Pluies torrentielles à Valencia (Espagne) : droite et extrême-droite, les affaires avant tout ?

Réchauffement de la mer Méditerranée et urbanisation galopante.

Le 15 août, la température médiane à la surface de la mer a atteint 28,9° C, dépassant de 2,7°C la médiane des quarante dernières années. Le contact entre l'air montant de la Méditerranée très chaude et une masse d'air froid stationnaire est directement à l'origine des pluies hors norme qu'a connue la Région : 450 litres d'eau par m² en 4 heures, l'équivalent de 21 mois de pluie. On déplore 240 mort-es et disparu-es, des milliers de sinistré-es, des voitures échouées et des maisons éventrées. Les dégâts les plus importants ont eu lieu à la périphérie de Valencia, où en 60 ans les deux tiers des vergers ont été remplacés par des espaces bétonnés, et un tiers des personnes vivent dans des zones inondables.

Parti Populaire (droite extrême) et Vox (extrême-droite) : climatoscepticisme et « business as usual »

les budgets accordés à la transition climatique sont passés de 237 à 148 millions sous la gouvernance de l'alliance PP-Vox, soit une réduction de près de 38 %. L' UVE (Unidad Valenciana de Emergencias), dispositif pour coordonner les secours, a été supprimée par les conseillères déléguées à l'intérieur (Elisa Nuñez, VOX) et à l'environnement (Salomé Pradas, PP), au motif que c'était du gaspillage d'argent, et qu'il fallait privilégier l'économie.

Alerté dès 7h40 du matin, le gouvernement de Valencia a mis 12 heures pour

alerter la population. D'un optimisme débordant, Carlos Mazón, Président de la Généralité, assurait à la mi-journée que *l'intensité* de la tempête *allait diminuer*, précisant que les réservoirs étaient « *bien en dessous de leur capacité et capables d'accumuler l'eau reçue sans problème* » ! La nuit du 29 et la journée du 30 octobre furent marquées par la désorganisation des secours et une grande solitude des habitants.

Malgré sa responsabilité majeure dans le manque de moyens de secours, l'extrême-droite a mobilisé ses réseaux complotistes pour attiser la colère et l'indignation des Espagnols face à la lenteur des secours et à la mauvaise coordination entre administrations.

Droite extrême et extrême-droite ont montré à cette occasion qu'elles privilégient les intérêts économiques du patronat, au détriment de la population et de la planète. C'est à bon droit que 150 000 habitant.es de Valencia ont manifesté en réclamant la démission de Carlos Mazon et de sa majorité, en demandant que justice soit rendue.



Gaza : la CPI, la voix de la justice et du droit.



Dans la bande de Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Syrie les massacres israéliens et la guerre génocidaire continuent. Les États-Unis, alliés d'Israël, ont bloqué mercredi **20 novembre** un projet de résolution du Conseil de Sécurité exigeant un cessez-le-feu, malgré les appels internationaux demandant la fin du conflit.

Le lendemain, la Cour Pénale Internationale a émis des mandats d'arrêt¹ contre le Premier ministre israélien Netanyahu et son ex-ministre de la Défense, Gallant. Ils sont accusés de crimes contre l'humanité et crimes de guerre dans la guerre israélienne contre Gaza. Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a appelé à ce que les mandats de la CPI - qui imposent théoriquement aux 124 États ayant adhéré au statut de la Cour d'arrêter ceux qu'ils visent - soient "respectés et appliqués". Les juges estiment notamment que les deux responsables ont « intentionnellement et sciemment privé la population civile de Gaza d'objets indispensables à sa survie », usant de « la famine » comme d'« une méthode de combat », et qu'ils sont également responsables d'« entrave à l'aide humani-

taire en violation du droit humanitaire international ». La CPI n'aurait pas eu à se prononcer si des plaintes similaires avaient été en cours d'instruction dans l'État hébreu. Ce n'est pas le cas, bien au contraire, compte tenu du soutien apporté par une large majorité de l'opinion publique israélienne, volontairement aveugle aux bombardements qui continuent, jour après jour, à tuer des dizaines de civil-es palestinien-nes dans une indifférence internationale sidérante.

Netanyahu a dénoncé une décision "antisémite" de la CPI, s'estimant victime d'un nouveau "procès Dreyfus". Netanyahu, lui, n'est pas victime d'une machination d'État comme Dreyfus, mais dirigeant d'un État qui refuse de stopper le massacre de civil-es, dont il nous rend, nous occidentaux, complices.

Nous saluons la décision de la Cour, qui a résisté aux pressions des alliés d'Israël. Le président Biden l'a, sans surprise, traitée de "scandaleuse", alors que Orban s'est dit prêt à accueillir Netanyahu. Les accusations absurdes d'antisémitisme visant la Cour démontrent l'isolement croissant des dirigeants sionistes. Leur surenchère abjecte constitue une injure aux personnes victimes de cette forme de haine, et passe sous silence le fait que c'est d'abord et précisément la politique du gouvernement israélien, dont les dimensions génocidaires sont évidentes, qui conduit à une remontée de la haine anti-juive.

Casse chez Michelin : A Vannes comme ailleurs, mobilisation !

Michelin Vannes, ce sont 300 salarié-es abandonné-es et méprisé-es par leur direction jusque dans leur licenciement ; aucun responsable national n'est venu annoncer une décision communiquée aux personnels en 10 minutes, un mardi matin d'octobre ordinaire.

Pourtant, la direction se glorifie dans la presse et par l'intermédiaire d'une chargée de communication sur place de son accompagnement des salarié-es dans leur re(dé)classement.

Cette communication ne doit tromper personne : Michelin a distribué en 2024 près d'1 milliard de dividendes et 500 millions d'euros de rachat d'actions. Michelin a détruit 500 millions d'euros de richesses produites par le travail des salarié-es pour gaver ses actionnaires, dont une infime partie seulement sont salarié-es Michelin.

La venue de nombreux parlementaires du NFP dont Clémentine Autain sur site le vendredi 15 octobre au matin permet de matérialiser ce Nouveau Front Populaire entre organisations politiques et syndicales, entre élu-es et salarié-es.

Il y a de ces journées de mobilisation, où malgré le covoiturage entre camarades et la solidarité dans l'épreuve, rien ne permet

de desserrer la mâchoire du réveil au coucher.

Notre soutien plein et entier va à toutes ces familles plongées dans la tourmente, et à Christophe Villate, délégué CGT des Michelin de Vannes, qui appelle à une nouvelle mobilisation le vendredi 29 novembre à 13h suite à des propos inacceptables de David Robo, Maire de Vannes, qui invitait dans la presse les salarié-es à "arrêter de pleurer".

« Le cœur lourd, la rage au ventre, le poing levé »

J B-L , L'Après 56



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvnt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

